



Arrêté n° 41-2025-11-17-00005

**mettant en demeure la société AMF QUALITE SECURITE ENVIRONNEMENT
de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire
n° 41-2022-06-17-00008 du 17 juin 2022 pour le bâtiment d'entreposage dit « bâtiment E »
qu'elle exploite ZAC des Portes de Chambord à Mer**

Le préfet de Loir-et-Cher

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-8, L. 512-10, L. 514-5 et R. 511-9 et son annexe (nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du 20 juillet 2023 portant nomination de M. Faustin GADEN, secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, sous-préfet de l'arrondissement de Blois ;

Vu le décret du 23 juillet 2025 portant nomination de M. Joseph ZIMET en qualité de préfet de Loir-et-Cher ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 41-2018-11-26-003 du 26 novembre 2018 portant autorisation d'exploiter une plate-forme logistique par la société AMF QUALITE SECURITE ENVIRONNEMENT dit « bâtiment E » à Mer ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 41-2022-06-17-00008 du 17 juin 2022 autorisant la société AMF QUALITE SECURITE ENVIRONNEMENT à apporter différentes modifications au bâtiment d'entreposage dit « bâtiment E » situé ZAC des Portes de Chambord à Mer ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 41-2025-08-25-00002 du 25 août 2025 portant délégation de signature à M. Faustin GADEN, secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées relatif à l'inspection du 23 septembre 2025 du bâtiment d'entreposage dit « bâtiment E » situé ZAC des Portes de Chambord à Mer, exploité par la société AMF QUALITE SECURITE ENVIRONNEMENT ;

Vu le rapport et le projet d'arrêté de mise en demeure transmis le 27 octobre 2025 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il disposait pour formuler ses observations, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant dans le délai imparti ;

Considérant que dans son rapport du 24 octobre 2025, l'inspecteur des installations classées rapporte les faits suivants :

« Le système de protection contre le risque foudre du bâtiment E présente un défaut de conception majeur. »

Considérant que cette situation constitue un manquement aux dispositions de l'article 715.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 41-2022-06-17-00008 du 17 juin 2022 susvisé ;

Considérant qu'il convient en conséquence d'appliquer les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société AMF QUALITE SECURITE ENVIRONNEMENT de respecter les prescriptions de l'article 715.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 41-2022-06-17-00008 du 17 juin 2022 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher,

ARRÊTE

Article 1^{er} – Mise en demeure

La Société AMF QUALITE SECURITE ENVIRONNEMENT, dont le siège social est situé 14, allée du Piot à Gallargues-le-Montueux (30660) est mise en demeure, pour le bâtiment d'entrepôt dit « bâtiment E » qu'elle exploite ZAC des Portes de Chambord à MER, de respecter, à notification du présent arrêté, les dispositions l'article 715.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 41-2022-06-17-00008 du 17 juin 2022 rappelé ci-dessous :

« Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.

L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées.

Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.

Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

Au regard des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un État membre de l'Union européenne.

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention ont été réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique.

Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur.

Les paratonnerres à source radioactive ne sont pas admis dans l'installation. »

Cette disposition est mise en œuvre dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 – Sanctions

En cas d'inexécution des dispositions du présent arrêté, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 de ce même code.

Article 3 – Notification et publication

Le présent arrêté sera notifié à la société AMF QUALITE SECURITE ENVIRONNEMENT, par lettre recommandée avec avis de réception.

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Loir-et-Cher pendant au moins deux mois.

Une copie en sera adressée :

- au maire de Mer ;
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire.

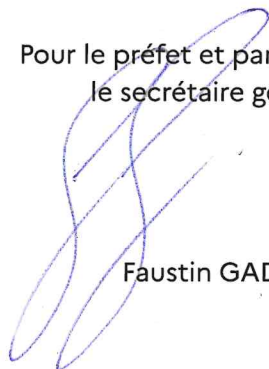
Article 4 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, le maire de Mer et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Blois, le

17 NOV. 2025

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,



Faustin GADEN

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication du présent acte, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 et suivants du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

- un recours gracieux, adressé à : M. le préfet de Loir-et-Cher – 1, place de la République – BP 80101 – 41001 Blois cedex ;
- un recours hiérarchique, adressé au ministre chargé de l'environnement – direction générale de la prévention des risques – Tour Séquoia – 1, place Carpeaux – 92055 Paris-la-Défense cedex.

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré, selon les dispositions de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, au tribunal administratif – 28, rue de la Bretonnerie - 45057 Orléans cedex 1 :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr